

# CGT – FSU - UNSA

VENDREDI 12 MARS

## TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION

Face à un véritable acharnement du MEDEF et du gouvernement, les organisations syndicales doivent prendre l'offensive.

Depuis le début de l'année, les salariés sont de plus en plus nombreux à exprimer des attentes d'actions revendicatives de forte ampleur. Elles se sont déjà concrétisées dans des entreprises du secteur public comme du privé. Elles concernent notamment l'Éducation nationale, Edf-Gdf, la Sncf, les Hôpitaux, la Poste, le secteur des télécommunications, la Recherche, le secteur agro-alimentaire. C'est en particulier le cas dans le département du Cher avec les personnels de l'éducation nationale le 12 février. Les salariés du GIAT, sont en lutte depuis plus de 10 mois et à Bourges ils viennent de repousser à 67% les projets de la direction du groupe. C'est aussi le cas des salariés d'Auxitrol en lutte pour les salaires. Unitaires pour la plupart, ces luttes montrent la volonté des salariés de réaffirmer que d'autres choix sont possibles. Elles appellent une autre répartition des richesses et une autre dynamique de croissance.

La loi Fillon et l'accord sur les retraites complémentaires dégradent le niveau des pensions et sacrifient les générations futures. L'accord UNEDIC exclut de l'indemnisation des

**Les organisations syndicales départementales CGT, FSU et UNSA estiment nécessaire et urgent de se rassembler à tous les niveaux, pour soutenir des revendications communes et construire un nouveau rapport de forces. Elles confirment combien l'intervention des salariés est déterminante dans la situation présente.**

**Elles appellent à faire grève et manifester**

centaines de milliers de chômeurs. La réforme de l'Assurance maladie en préparation vise à élargir le marché des assurances privées au détriment de la Sécurité sociale solidaire. La "simplification" du Code du travail consiste à abaisser de façon significative le niveau des droits des salariés dans notre pays. Dans les négociations sur l'emploi, le MEDEF recherche une plus grande liberté de restructurer et de licencier. L'instauration du service "minimum" dans les transports préfigure la remise en cause du droit de grève pour tous. Les services publics, indispensables dans une société moderne, sont confrontés à des projets de déréglementation et de privatisation.

Alors que la précarité, les licenciements et le chômage augmentent, que le pouvoir d'achat baisse, les salariés et les privés d'emploi refusent l'instabilité sociale accrue qui leur est annoncée. Ils attendent au contraire de nouvelles garanties sociales et une véritable reconnaissance salariale.

Nous devons répondre à ces attentes et nos organisations syndicales départementales CGT, FSU et UNSA revendiquent une nouvelle politique industrielle, la défense et le développement des services publics, la création d'emplois et le développement social et durable de notre pays en Europe.

**Le vendredi 12 mars 2004**

**Manifestations à :**

**Bourges à 10 h 30 place Séraucourt**

**Vierzon à 11h Forum République**

**Saint-Amand à 10 h 30 Place de la République (Place Carrée)**